

Les Cahiers des Dix



Propos de bibliophile

Victor Morin, LL..D., M.S.R.C.

Numéro 19, 1954

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080035ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080035ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morin, V. (1954). Propos de bibliophile. *Les Cahiers des Dix*, (19), 10–46.
<https://doi.org/10.7202/1080035ar>



AMOR DE COSMOS

(alias William Alexander Smith)

(1825-1897)

Pionnier de l'imprimerie (1858) dans la Colombie-Britannique, premier ministre de sa province (1872-1874), député au Parlement du Canada (1871-1882), protagoniste du gouvernement responsable et de l'indépendance politique du Canada.

Propos de bibliophile

Par VICTOR MORIN, LL.D., M.S.R.C.

II

Nous avons suspendu nos « Propos de Bibliophile » dans le Cahier précédent après avoir indiqué les premières manifestations de l'imprimerie dans la ville de Québec. Passons maintenant à Montréal, où l'art de Gutenberg s'est établi grâce à un grave événement politique douze ans après l'entreprise de Brown et Gilmore à Québec, également par l'initiative d'un imprimeur de Philadelphie et dans des conditions analogues.

Les treize Etats coloniaux de la Nouvelle-Angleterre venaient de secouer le joug de leur mère-patrie et ils cherchaient à entraîner le Canada dans leur révolte comme quatorzième Etat, en escomptant d'avance l'adhésion de la population d'origine française qui était devenue brutalement britannique par le traité de Paris onze ans auparavant. A cette fin, le Congrès des Etats fédérés avait envoyé une armée d'invasion qui s'était emparée de Montréal et il avait délégué une commission de trois membres, présidée par l'habile diplomate Benjamin Franklin, en vue de convertir les Canadiens à sa cause. Franklin, étant lui-même imprimeur, jugea que la distribution d'appels et proclamations imprimés constituerait son meilleur moyen de propagande et c'est lui qui semble avoir décidé un imprimeur français de Philadelphie, nommé Fleury Mesplet, à tenter fortune à sa suite.

Mesplet fit un voyage préliminaire d'étude au Canada, s'aboucha même avec quelques clients éventuels, dont les Messieurs de Saint-Sulpice et, les perspectives lui ayant plu, il retourna à Philadelphie pour préparer son départ. Ses ressources étant limitées, il trouva parmi ses compatriotes un généreux bailleur de fonds, nommé Char-

les Berger, dont le nom figure avec le sien comme éditeur de plusieurs livres, partit de Philadelphie le 18 mars 1776 avec sa femme, son prote et deux ouvriers, sa presse et ses approvisionnements d'imprimerie chargés sur cinq voitures, perdit une partie de sa cargaison au cours de sa navigation sur la rivière Chambly et atterrit enfin à Montréal le 6 mai suivant, au moment où son protecteur Franklin faisait ses malles pour s'en retourner après l'échec de sa mission, bientôt suivi de toute l'armée d'invasion.

Mesplet devait installer son imprimerie dans une des pièces du sous-sol au Château de Ramezay qui servait de quartier général aux Envoyés du Congrès de Philadelphie, mais il ne fallait plus y songer sous les circonstances que nous venons de rapporter. Il se logea donc à l'hôtel avec son personnel et trouva, après onze jours de recherches, une maison située rue Capitale, près du Vieux Marché de la Place Royale, où il s'établit. Les autorités ne voyaient pas d'un oeil très sympathique ces « laissés pour compte » de l'armée d'invasion des Etats révoltés et on comprendra sans peine que les loyaux sujets de Sa Majesté ne pouvaient manquer de regarder avec suspicion ce retardataire du groupe envahisseur qui semblait vouloir s'établir à demeure dans un pays resté fidèle à la couronne britannique. Aussi notre imprimeur fut-il arrêté avec son personnel huit jours à peine après l'évacuation des derniers soldats du Congrès et gardé en prison avec tout son monde, du 18 juin au 14 juillet, alors qu'on se rendit compte de l'innocuité du groupe.

Rendu à la liberté, Mesplet se mit courageusement à l'oeuvre, mais il n'en fut pas ainsi de son prote Alexandre Pochard qui, dégoûté de la politique administrative d'un gouvernement qui cherchait à réprimer la rébellion, résilia son engagement et retourna en France en laissant le pauvre imprimeur se débattre comme il pourrait. Celui-ci se mit au travail avec l'aide de sa brave femme Marie Mirabeau et de ses deux ouvriers et, dès la fin de l'été 1776, il livrait aux Messieurs de Saint-Sulpice la *seconde édition* d'une commande qu'il semble avoir prise, lors de son voyage précédent d'explora-

tion, pour l'impression d'un petit livre de quarante pages mesurant $4\frac{1}{2}'' \times 3\frac{1}{4}''$ intitulé *Règlement de la Confrérie de l'Adoration Perpétuelle du S. Sacrement et de la bonne mort, érigée dans l'Eglise paroissiale de Ville-Marie en l'Isle de Montréal, en Canada*, dont il aurait imprimé l'édition primitive à Philadelphie mais qu'il aurait entièrement perdue, sauf quelques exemplaires, dans sa descente des rapides de Chambly.⁽¹⁶⁾ Il put donc leur livrer une *Nouvelle Edition revue, corrigée et augmentée* de cet opuscule qui fut ainsi le premier livre imprimé à Montréal, car il porte l'indication : *A Montréal, chez F. Mesplet et C. Berger, imprimeurs et libraires; près le Marché, 1776.*

Dès la même année, ce tenace créateur de l'imprimerie montréalaise publiait pour le Séminaire de Montréal, une tragédie en trois actes qui avait été jouée à la séance de fin d'année scolaire, intitulée *Jonathas et David ou le triomphe de l'amitié* qu'on peut voir à la collection Gagnon de la Bibliothèque de Montréal mais que Dionne semble avoir ignorée car on n'en trouve aucune mention dans son *Inventaire chronologique des Livres, Brochures, Journaux et Revues publiés en langue française dans la province de Québec depuis l'établissement de l'imprimerie en Canada jusqu'à nos jours, 1764-1905. Québec, 29 rue Couillard, 1905.*⁽¹⁷⁾ Il offrait même au public un

(16) On en connaît deux qui ont été recueillis par Aegidius Fauteux à la Bibliothèque Saint-Sulpice, rue Saint-Denis à Montréal, alors qu'il en était bibliothécaire. Il les avait trouvés au vieux Séminaire de Saint-Sulpice, rue Notre-Dame, et leur présence à cet endroit confirme notre hypothèse à l'effet que Mesplet aurait imprimé cette première édition à Philadelphie en exécution de la commande prise à son précédent voyage et qu'il aurait sauvé ces deux exemplaires du naufrage de sa cargaison afin de fournir la preuve de leur impression pour en publier une seconde édition à un prix de rabais. Cette hypothèse s'appuie en outre sur le fait qu'un autre exemplaire de cette première édition se trouve à la bibliothèque de John Carter Brown, à Providence, Rhode-Island, qui l'a tout probablement recueilli aux Etats-Unis.

(17) Dans son savant ouvrage *The Introduction of Printing into Canada*, Fauteux émet l'hypothèse que cet incunable montréalais aurait préséance sur le *Règlement de la Confrérie* vu que la tragédie *Jonathas et David* fut jouée en fin d'année scolaire. Nous différons d'avis avec notre éminent ami car il nous semble impossible que Mesplet eût pu mettre son imprimerie en marche entre sa sortie de prison et cette fin d'année scolaire au collège de Montréal. Il est d'ailleurs plausible de croire que Mesplet aurait tenu à remplir tout d'abord sa commande du *Règlement de la Confrérie* et que les Messieurs de Saint-Sulpice lui auraient confié l'impression de *Jonathas et David* aussitôt à titre d'encouragement et à raison du succès remporté par la représentation de cette tragédie.

volume de 610 pages de chants religieux qui porte le titre de *Cantiques de l'âme dévote. Divisés en XII livres, etc.*, qui est généralement connu sous le nom de *Cantiques de Marseille* et l'indication d'impression *A Quebec chez Fleury Mesplet et Charles Berger, Imprimeurs et Libraires, 1776*. Serait-ce l'explication du mystérieux « Troisième imprimeur » de cette ville dont Samuel Neileon faisait mention en 1792 ou si Mesplet aurait simplement voulu marquer ainsi sa reconnaissance d'une commande de l'évêque ? La question ne semble pas avoir reçu de solution.

Mais notre homme avait des projets encore plus ambitieux. Il publiait en 1777 un *Almanach Encyclopédique ou Chronologie des faits les plus remarquables de l'Histoire Universelle depuis Jésus-Christ; avec des Anecdotes curieuses, utiles et intéressantes*, annonçant dans son *Avertissement* que l'accueil fait à cette publication déciderait si la série en serait continuée. De fait, ces almanachs furent continués en 1778 et 1779 avec un titre et des sujets quelque peu différents, mais l'emprisonnement de l'auteur pendant les trois années suivantes, par ordre du gouverneur Haldimand, ainsi que nous verrons dans un instant, vint forcément interrompre la continuation en 1780.

Mesplet avait en effet réalisé, dans l'intervalle, un autre projet qui lui était cher; celui de la fondation d'un journal dont le premier numéro parut le 3 juin 1778 sous le nom de *Gazette du Commerce et Littéraire* qui fut bientôt changé en celui de *Gazette Littéraire pour la Ville et District de Montréal*, et plus tard en celui de *Montreal Gazette* et enfin tout simplement *The Gazette*. Ce journal, qui subit de nombreux avatars, passant du français au bilinguisme français-anglais le 27 août 1785, puis à l'anglais seul, suspendant parfois sa publication, continué après la mort de Mesplet par l'imprimeur Edward Edwards, et subissant même, pendant un an (d'août 1795 à septembre 1796) la concurrence d'un autre journal publié par Louis Roy sous le même titre à Montréal. Mais il était vraiment destiné à fournir une longue et belle carrière, car il rend encore au-

jourd'hui sa visite quotidienne aux hommes d'affaires sous le titre abrégé de *The Gazette* !

Par malheur, Mesplet en ouvrit les colonnes à un collaborateur d'un certain talent mais querelleur, ivrogne et surtout révolutionnaire, du nom de Valentin Jautard, qui ne manquait jamais l'occasion de donner un coup de griffe à l'autorité administrative ou au clergé sous le pseudonyme de *Le Spectateur Tranquille*, si bien que le gouverneur Carleton enjoignit à Mesplet et Jautard de quitter le pays avant le 15 septembre (1778). Sur les entrefaites, l'arrivée de Haldimand comme nouveau gouverneur permit aux condamnés d'obtenir un sursis avec promesse d'amendement mais, à la suite d'un violent article de Jautard, intitulé *Tant pis, tant mieux*, qui parut dans le journal du 2 juin 1779, le gouverneur ordonna la fermeture de l'imprimerie et fit enfermer les deux compères à la prison de Québec où ils se querellèrent à cœur-joie pendant trois ans avec un compagnon de cellule, le notoire Pierre de Sales Laterrière, si l'on peut en croire les *Mémoires intimes* que celui-ci nous a laissés de ce séjour et des autres piquantes aventures de sa carrière mouvementée. (18)

Pendant ce temps, Madame Mesplet et ses deux ouvriers se débattaient de leur mieux dans la lutte pour l'existence. Elle avait vraisemblablement obtenu l'autorisation de mettre l'atelier en marche aux fins de subsister, autant que possible, par la publication de calendriers, circulaires commerciales, livres de piété et autres oeuvres anodines puisqu'on trouve à la date de 1781 (c'est-à-dire pendant l'incarcération de son mari) un abécédaire en langue iroquoise préparé par les soins du colonel Claus avec la mention : *Montréal, Printed at Fleury Mesplet's 1781*, ainsi que la continuation des *Almanachs* pour les années 1781 et 1782. (19).

(18) Cf. *Mémoires de Pierre de Sales Laterrière et de ses traverses*, Edition intime, Québec 1873, petit livre extrêmement rare parce qu'il ne fut tiré qu'à 100 exemplaires destinés à sa famille et à quelques intimes par Alfred Garneau, mais qui contient des détails du plus haut intérêt historique et romantique.

(19) Il est curieux de noter à ce sujet que, Mesplet ayant été emprisonné de 1779 à 1782, la publication de son *Almanach* pour 1780 n'eut pas lieu mais que Brown

Enfin, nos deux prisonniers purent s'évader le 1^{er} septembre 1782, probablement, dit-on, avec la connivence des autorités qui pouvaient ainsi se débarrasser de deux pensionnaires gênants sans être astreints à leur faire subir de procès et notre imprimeur assagi se remit au travail avec ardeur.

Son bilan financier n'était pas des plus glorieux à la suite de ses multiples revers; il devait à Charles Berger, son compatriote de Philadelphie, une somme de \$4,800. que celui-ci eut la générosité de réduire à \$1,200. qui ne furent cependant jamais payés. Mais il devait en outre à Joseph-Marie Desautels, un autre bailleur de fonds de Montréal qui lui avait fait confiance, un montant de 8,000 livres, outre diverses sommes à d'autres créanciers formant un total de 25,000 livres (ancien cours) ⁽²⁰⁾ qui représentait un peu plus de \$4,000., somme considérable à cette époque. Il est vrai qu'il avait produit au Congrès des Etats-Unis une réclamation de \$9,450. pour les pertes qu'il avait subies par sa mission et son emprisonnement ainsi que pour résiliation de son contrat d'engagement; mais tout ce qu'il put en obtenir ne s'éleva qu'à \$426.50. Après avoir patienté sept ans, Desautels fit saisir les biens de son débiteur dont la vente rapporta \$600. sur quoi le matériel d'imprimerie fut adjugé à Edward William Gray au prix de \$290. Celui-ci, ne trouvant pas d'imprimeur pour l'exploiter, n'eut pas d'autre ressource que de le louer à Mesplet au risque de n'être jamais payé, ce qui permit au pionnier de l'imprimerie montréalaise de continuer sa carrière laborieuse.

Etant devenu veuf de la vaillante Marie Mirabeau au mois de septembre 1789, il épousait, six mois plus tard, une jeune fille de vingt-deux ans, Marie-Anne Tison, qui lui apportait un petit héritage; cette aubaine ne tarda cependant pas à fondre dans le creuset de la

inaugura le sien à Québec cette même année, qu'il en suspendit la publication pour l'année 1781 et ne la reprit qu'avec 1782 alors que Mesplet, revenu aux affaires cette même année, discontinua définitivement la publication du sien. Doit-on voir en cela une simple coïncidence ou un bel exemple de confraternité professionnelle ? Cette dernière hypothèse serait à la louange de nos deux premiers imprimeurs, l'un anglais et l'autre français, exerçant respectivement leur art à Québec et Montréal.

⁽²⁰⁾ Le livre française (ancien cours) valait 20 sous soit 16 $\frac{2}{3}$ cents du dollar actuel.

vorace imprimerie et la misère habitait en permanence au foyer conjugal. Ce triste sort est celui de la plupart des grandes figures que la postérité a nimbées de gloire. Nous arrêtons-nous jamais à songer combien ces rayons leur ont coûté ?

Mesplet mourait le 24 janvier 1794 à l'âge de soixante ans. Le procès-verbal de la saisie de ses biens et l'inventaire de sa succession, dressé après son décès, constataient qu'il a publié 77 ouvrages au cours de sa carrière canadienne. Une première liste en a été dressée par Robert W. McLachlan dans un mémoire présenté à la Société Royale du Canada, puis une autre par Aegidius Fautoux dans une étude sur les commencements de l'imprimerie dans la ville de Montréal, publiée aux *Papers* de la *Bibliographical Society of America* en 1934, et une dernière par Marie Tremaine dans son savant ouvrage *A Bibliography of Canadian Imprints 1751-1800*, que nous avons déjà signalé.

* * *

Assistons maintenant à la conquête pacifique de la province-sœur d'Ontario par un Canadien français, au moyen de la presse à imprimer qui constitue, suivant l'heureuse trouvaille d'une maison d'édition de Montréal, « l'artillerie de la pensée ».

En dotant le Canada du régime constitutionnel de 1791, le Parlement impérial du Royaume-Uni divisait ce pays en deux sections législatives : celles du *Haut* et du *Bas-Canada*. Empressons-nous de remarquer que ces appellations n'impliquaient aucun caractère de *supériorité* ou d'*infériorité* à l'encontre l'une de l'autre; elles étaient tout simplement dictées par le cours du fleuve Saint-Laurent qui est bien obligé (le pôvre !) d'obéir aux ordres de la nature en « descendant » à travers la « basse » province de Québec mais qui se hâte aussitôt de laver cette souillure en se jetant à la mer ! Le ministère appelait en même temps un militaire de grand mérite, John Graves Simcoe, qui avait fait ses preuves dans la révolte des colonies américaines, à représenter la Couronne Britannique en qualité de lieutenant-gouverneur du Haut-Canada.

Conscient de l'importance de la presse dans l'orientation de l'opinion publique, Simcoe inscrivit au nombre de ses premiers soins la fondation d'un journal qu'il projetait de publier sous le nom de *Upper Canada Gazette* et le choix d'un imprimeur. Il échoua malheureusement dans toutes ses tentatives à cet effet auprès de ses compatriotes en Angleterre et prit passage pour Québec où il arrivait au mois de novembre 1791. Il y séjourna sept mois pour se concerter sans doute avec sir Alured Clarke, lieutenant-gouverneur du Bas-Canada et administrateur des affaires du pays en l'absence du gouverneur lord Dorchester alors en congé, sur l'organisation de leurs gouvernements respectifs, mais sans manquer d'avoir en même temps de fréquents conciliabules avec l'imprimeur Samuel Neilson en vue de le décider à tenter un établissement dans la capitale du nouveau gouvernement haut-canadien. Neilson venait d'hériter de la succession bien établie de son oncle Brown à Québec et il ne se souciait guère de risquer l'aventure, mais il l'offrit à un de ses meilleurs ouvriers, Louis Roy, qui, fasciné par le bel avenir qu'il entrevoyait, finit par accepter le rôle de pionnier de l'imprimerie en Haut-Canada avec le titre ronflant d'Imprimeur du Roi.

La ville de Kingston avait tout d'abord été appelée à devenir la capitale du Haut-Canada et c'est là que Simcoe prêta serment d'office comme lieutenant-gouverneur le 8 juillet 1792 et qu'il signa sa première proclamation officielle dès le lendemain. Son nouvel imprimeur n'étant pas en mesure de remplir sa fonction, vu qu'il n'avait pas encore de presse ni même de caractères d'imprimerie, c'est à Fleury Mesplet que Simcoe eut recours à Montréal pour se charger de ce soin.⁽²¹⁾ C'est cependant le modeste bourg de Newark (aujourd'hui ville de Niagara-on-the-lake) qui fut choisi pour capitale et c'est là que se tint la première session de la nouvelle législature, du 17 septembre au 15 octobre 1792.

⁽²¹⁾ Pendant son séjour à Québec, au mois de février précédent, Simcoe avait fait imprimer par Samuel Neilson deux autres proclamations à l'effet d'inviter le public à s'établir dans les limites de son territoire.

Quelle est la première oeuvre sortie de la presse du premier imprimeur ontarien et à quelle date remonte-t-elle ? Question fort controversée, qui n'a pas encore reçu de solution satisfaisante à ce jour. Trois « incunables » sont candidats à cet honneur ; chacun d'eux porte la date de 1793 avec le nom de Louis Roy comme imprimeur et chacun d'eux jouit du bénéfice de logiques arguments. Le premier numéro du journal *Upper Canada Gazette or American Oracle* porte la date du 18 avril 1793 et l'inscription *Upper Canada, Printed by Louis Roy 1793* ; comme le principal objectif de Simcoe était d'avoir un médium de publicité, il est plausible de croire que ce fut la première préoccupation de son imprimeur et Fauteux donne pour raison de l'ajournement de sa parution au mois d'avril 1793 le fait qu'il fallut faire venir une presse et du matériel d'imprimerie d'Angleterre, attendu que les imprimeurs de Québec et Montréal n'en avaient que juste ce qui leur était nécessaire ; aussi fait-il remarquer que cet approvisionnement ne pouvait arriver avant l'ouverture de la navigation au printemps.

De son côté, l'érudit bibliothécaire de l'Université de Toronto, W. S. Wallace, réclame priorité⁽²²⁾ pour une petite brochure de huit pages intitulée : *Speech of His Excellency John Graves Simcoe . . . upon opening the first session of the Legislature of said province . . . likewise His Excellency's speech upon proroguing the said session . . . By authority, Upper Canada, Printed by Louis Roy MDCCXCIII*, dont il croyait n'exister qu'un seul exemplaire, celui de sa bibliothèque, alors que deux autres en ont été trouvés, l'un à la bibliothèque du Congrès à Washington et l'autre à celle de la ville de Toronto. Comme cette première session de la législature ontarienne s'est tenue du 17 septembre au 15 octobre 1792, et que les discours d'inauguration et de clôture de cet événement devaient compter à titre de geste historique de majeure importance, Wallace en conclut que cette bro-

(22) Cf. *Canadian Historical Review*, December 1929. Notons, en passant, que notre sympathique ami vient de prendre sa retraite après de longues années de fructueux services avec le titre : *Librarian Emeritus of the University of Toronto*.

chure doit être la première qui soit sortie de la presse officielle du gouvernement.

Mais une fois entré sur le terrain des découvertes, Fauteux produisit à son tour un autre « incunable » de huit pages in-4° qui repose à la bibliothèque Saint-Sulpice, organisée par ses soins à Montréal, et qui porte pour titre : *Acts of the Legislature of His Majesty's province of Upper Canada. Passed in the first session, etc.*, avec l'indication suivante sur la dernière page : *Newark; Printed by Louis Roy, 1793*, et il se demande si ce nouveau candidat n'a pas autant de mérite que les deux autres.

Si Marie Tremaine était appelée à adjuger la pomme entre les trois contestants, elle apporterait un fort argument à la thèse de Wallace ou à celle du journal *Upper Canada Gazette* à l'encontre des déductions de Fauteux, lorsqu'elle cite dans son admirable travail de recherches sur la Bibliographie des premiers imprimés canadiens⁽²³⁾ une lettre de Madame William Jarvis, femme du secrétaire de la nouvelle province, adressée à son père Samuel Peters, à Londres, en date du 15 janvier 1793, où elle dit : « *Our printer has got his press up and commenced printing, but nothing public as yet. A paper is expected to be weekly printed, and is likely to begin after the 18th, etc.* » Ce « *commenced printing* » serait-il le « *Speech* » du lieutenant-gouverneur et ce « *weekly paper* », annoncé pour le 18 janvier, serait-il la *Gazette* dont le premier numéro était dès lors en marche mais ne serait sorti que trois mois plus tard à cause d'un accident de presse, d'une disette de papier, ou de tout autre empêchement incontrôlable ? Les paris sont ouverts, mais cette lettre semble prouver que Louis Roy possédait une presse à Newark dès le mois de janvier 1793 et qu'il avait même « *commencé* » à imprimer bien que « *rien de public encore* ».

Cette lettre, dans sa simplicité familière, nous laisse rêveur et nous conduit même à risquer une *quatrième* hypothèse sur la priori-

(23) Loc. cit. p. 404.

16 des oeuvres du maître imprimeur Louis Roy dans la nouvelle province du Haut-Canada; c'est celle-ci. On trouve, à la Bibliothèque Publique de Toronto, un simple feuillet non daté mais évidemment imprimé par Louis Roy à Newark, qui publie une délibération du Conseil Exécutif en date du 2 février 1793, invitant les occupants de terres à présenter leurs titres pour vérification. Puisque la presse à imprimer était en opération, mais, « pour affaires privées seulement » à la date du 15 janvier 1793, ce feuillet *destiné à publication* ne serait-il pas, à la suite de menus feuillets de réclames commerciales et en toute modestie, le premier document public de l'imprimerie ontarienne ? Les paris restent ouverts jusqu'à plus amples informations.

Quoi qu'il en soit, le pauvre petit imprimeur canadien-français ne devait pas jouir longtemps de son poste glorieux au service de Sa Majesté; le langage qu'il parlait et écrivait n'était pas suffisamment « *English, you knowe* » ainsi que lady Simcoe le laissait entendre au moment où parurent les premiers numéros de la *Gazette* en écrivant dans son journal intime⁽²⁴⁾ « *The only printer to be met with was a Frenchman named Louis Roy, and he cannot write good English.* » Découragé sans doute par la froideur, sinon l'hostilité dont il était l'objet dans son entourage, Roy donnait sa démission vers la fin de 1794 et revenait à Québec pour y trouver sa place prise à l'atelier Neilson, puis se rendait à Montréal où Edwards venait d'annoncer (le 16 juillet 1795) qu'il avait acheté l'établissement de Mesplet et qu'il se proposait de continuer la publication de sa *Gazette* dans les deux langues. Comme il n'existait pas encore de lois restrictives sur les droits d'auteur, Roy crut qu'il avait le même droit qu'Edwards de lancer un nouveau journal sous le même nom de *Montreal Gazette, Gazette de Montréal, Lundi 17 août 1795, Vol. I. Imprimée par Louis Roy*, laissant au public à juger lequel des deux mériterait ses suffrages. Edwards n'était encore qu'un papetier mais il avait l'avantage d'être en même temps « Maître de poste » et

(24) Cf. Fauteux, loc. cit. p. 125.

pouvait retenir à son gré (sans mesquine intention évidemment) le courrier des nouvelles destiné à son rival et, bien que la gazette de ce dernier fût mieux imprimée et qu'elle eût un plus grand nombre d'annonceurs, la lutte ne fut pas de longue durée; le journal de Roy disparaissait après un an d'existence et son propriétaire allait terminer sa carrière à New-York, tandis que le journal de Mesplet, continué par Edwards, est encore plus florissant que jamais.

A Newark, cependant, l'avenir de l'imprimerie était plutôt sombre. La démission de Roy avait créé une vacance dans la double charge d'Imprimeur du Roi et d'Editeur de la *Gazette*. Un jeune homme de vingt-et-un ans, Gideon Tiffany, frais émoulu de la Nouvelle-Angleterre, se présenta pour la recueillir; mais on était devenu circonspect dans les cercles administratifs et on ne lui accorda que le titre d'éditeur de la *Gazette* dont le premier numéro publié par lui porte la mention de Vol. 2, No 1, et la date du 3 décembre 1794. Tiffany n'avait pas la souplesse qu'on exige habituellement d'un employé d'administration; lorsqu'il se crut bien en selle, son indépendance de caractère lui faisait ajourner la parution du journal attendu, lorsqu'il pouvait invoquer une excuse plausible (telle qu'une maladie dans sa famille) et il se permettait même à l'occasion de traiter assez cavalièrement le gouvernement dont il dépendait en bonne partie. Si bien que le 20 septembre 1797, Titus Geer Simons annonçait aux lecteurs de la *Upper Canada Gazette* qu'il avait été appelé à « remplacer l'ex-imprimeur » et qu'il leur présentait avec espoir ce premier numéro publié par ses soins. De son côté, Gideon Tiffany s'associait bientôt avec son frère Silvester pour fonder à Newark un nouveau journal qui parut le 20 juillet 1799 sous le nom de *Canada Constellation* mais ne dura que l'espace d'une année. Les frères Tiffany lui donnèrent comme successeur un nouveau journal également fondé à Newark (alors dénommé West-Niagara) l'année suivante (1801) sous le nom de *Niagara Herald*.

Simons ne possédait sans doute pas la maîtrise du métier, mais il avait l'avantage d'avoir des amis au gouvernement si l'on peut en

juger par la résolution du Conseil Exécutif adoptée le 25 avril 1798 à l'effet d'offrir la situation d'Imprimeur du Roi pour la publication de la *Gazette* du Haut-Canada dans la ville de York (maintenant connue sous le nom de Toronto) à Messieurs Waters et Simons conjointement, « mais si M. Waters refuse d'agir ainsi en société avec M. Simons, que l'offre en soit faite à ce dernier comme seul imprimeur. »

Le gouvernement ayant décidé de transporter la capitale du Haut-Canada de Newark (devenu West-Niagara) à York en 1798, Waters formait une société avec Simons au mois d'août de cette même année et leur association dura dans cette dernière ville jusqu'en 1801. Tiffany, resté à Newark, tenta d'obtenir une part du patronage officiel à leur détriment et les rivaux s'injuriaient sans ménagement dans leurs journaux respectifs ainsi qu'on peut en juger par ce brocard de la *Gazette* à l'adresse de son adversaire en date du 31 janvier 1801 et rapporté par Marie Tremaine :⁽²⁵⁾ « *I give you rank of scavenger, and from the perverseness of a swinish disposition. I anticipate nothing but to see you constantly groveling amongst the filth, your natural element, (etc.).* »

Waters et Simons avaient en effet la parole parfois rude et un député s'étant plaint d'un article destiné à lui nuire dans les colonnes de la *Gazette*, les malheureux imprimeurs furent congédiés, en dépit de leur amende honorable, le 22 avril 1801, et l'enviable situation d'Imprimeur du Roi devint à nouveau vacante.

Cette fois, ce fut un excellent ouvrier du nom de John Bennett, formé comme Roy à l'atelier Neilson de Québec, qui décrocha la timbale, en date du 18 juillet 1801. Il s'acquitta de sa tâche avec une rare compétence et imprima de nombreuses oeuvres en outre des publications officielles; mais un destin aussi funeste que la robe de Déjanire semblait attaché à la succession qu'il avait recueillie. La Législature avait voté un montant de £300 pour l'impression des *Lois* et *Journaux* de la Chambre d'Assemblée, mais le lieutenant-gouver-

(25) Loc. cit. p. 652.

neur Gore, qui venait d'être appelé à remplacer le lieutenant-général Peter Hunter décédé l'année précédente, prétendit que cette somme avait été votée pour lui exclusivement et, sur les conclusions d'un rapport de l'Inspecteur Général des Comptes Publics, le malheureux Bennett fut condamné à rembourser £375, ce qui le mettait pratiquement en faillite. Il fut destitué ou forcé de donner sa démission au mois de mars 1807 et remplacé par John Cameron dont le premier soin fut de changer le titre de la *Upper Canada Gazette* en celui de *York Gazette*.

Cette évocation des premières manifestations de l'art typographique dans une province où la production livresque est tellement abondante aujourd'hui désappointera peut-être les amateurs de vieux bouquins en les portant à croire qu'elle s'est restreinte à la production de journaux périodiques et de pièces officielles du gouvernement. Hâtons-nous de les reconforter en leur disant que c'est à la ville de Kingston en Ontario que revient l'honneur d'avoir publié, en 1824, le premier livre de littérature imaginative sur un sujet canadien et dont l'auteur est canadien. Il s'agit de *St. Ursula's Convent, or The Nun of Canada, containing scenes from real life*, ouvrage en deux volumes écrit anonymement par Julia Catherine Beckwith, née à Fredericton, Nouveau-Brunswick, et mariée à Kingston, Haut-Canada, qui faisait également imprimer sept ans plus tard (1831), à Exeter, New-Hampshire, un autre ouvrage du sol natal sous le titre de *Tonnewonte or the Adopted Son of America, a tale containing scenes from real life, by an American*, également sans y indiquer son nom d'auteur mais dont le titre ressemble tellement au précédent qu'on ne peut en méconnaître l'identité, surtout l'expression « *containing scenes from real life* » qui constitue, en quelque sorte, un trait de famille.

La carrière de Julia Beckwith et ses attaches de famille au Canada sont intéressantes ainsi qu'on peut en juger par les détails suivants. Nehemiah Beckwith et son frère Samuel étaient au nombre des Loyalistes américains émigrés en 1783 à Fredericton, capi-

taie du Nouveau-Brunswick. Ces deux frères épousèrent deux des filles de Jean-Baptiste Lebrun de Duplessis, notaire et avocat à Québec, dont l'historien Joseph-Edmond Roy nous a raconté les tribulations au volume II de son *Histoire du Notariat au Canada*, alors qu'une troisième fille Lebrun épousait à son tour Antoine Ferland et devint mère de l'abbé Jean-Baptiste-Antoine Ferland, historien canadien bien connu. Julie-Louise Lebrun, femme de Nehemiah Beckwith et mère de Julia, abandonna la religion catholique pour embrasser celle de son mari, mais, par compensation, une de ses nièces, fille de Samuel Beckwith, fut convertie au catholicisme par Madame Ferland, sa tante, et se fit religieuse à l'Hôtel-Dieu de Montréal, où elle mourut en 1845.

Julia Beckwith suivit sa famille à Kingston en 1820, s'y maria avec un relieur du nom de George-Henry Hart en 1822 et y publia son premier livre. En 1826, les jeunes époux Hart allèrent s'établir à Exeter où Julia fit imprimer son second ouvrage, mais ils déménageaient à nouveau en 1831 pour aller se fixer définitivement à Fredericton, où le mari avait obtenu un emploi au ministère des Terres de la Couronne, tandis que sa femme écrivait dans les journaux, en particulier dans le *New Brunswick Reporter* de cette ville. Il appert qu'elle avait en manuscrit un troisième ouvrage intitulé *Edith* qui n'a jamais été imprimé, faute de ressources pécuniaires suffisantes, et elle est décédée à Fredericton en 1867, à l'âge de soixante-onze ans.

Ces deux livres de Julia Beckwith sont de très grande rareté, surtout le premier. La Bibliothèque de Toronto possède un exemplaire de *St. Ursula's Convent* qui avait appartenu à l'hon. L.-R. Masson, ancien lieutenant-gouverneur de Québec dont la bibliothèque fut vendue aux enchères lors du règlement de sa succession par l'auteur de cet article à titre de notaire, en avril 1904, mais le catalogue de cette vente n'indique pas que ce distingué bibliophile eût un *Tonnewonte* et c'est une satisfaction appréciable pour l'auteur que

de se dire possesseur d'un exemplaire de ce livre rarissime relié en plein veau de l'époque de sa publication.

* * *

Avant la constitution des provinces de l'Ouest canadien, l'immense territoire qui s'étend à l'ouest et au nord du Québec et de l'Ontario depuis la frontière des Etats-Unis d'Amérique jusqu'aux océans Pacifique et Arctique, était désigné sous le nom plus ou moins vague de *Territoire du Nord-Ouest*. Il avait une superficie d'environ 2,000,000 de milles carrés. Couvert de forêts vierges abondant en animaux à fourrure, de prairies sans fin où broutaient des troupeaux de buffles sauvages, arrosé d'un nombre infini de lacs et rivières coupés d'une chaîne de montagnes inaccessibles, il était habité par des tribus nomades d'Indiens qui se livraient à la chasse et à la pêche pour leur subsistance.

Originairement désigné sous le nom de *Terre de Rupert*, à raison de l'octroi que le roi Charles II (qui s'intitulait « roi d'Angleterre, d'Ecosse, de France et d'Irlande ») s'était arrogé le droit de faire à son cousin le prince Rupert pour la fondation de la *Compagnie de la Baie d'Hudson* le 2 mai 1670,⁽²⁶⁾ avec droit de pêche et de commerce dans toute son étendue, cet immense domaine était pratiquement sous la dépendance de la puissante Compagnie qui l'avait érigé en régions distinctes avec 155 forts ou postes de traite de pelletteries (*Pro pelle cutem* suivant la devise de cette Compagnie). Son personnel comprenait tout un système de gouverneurs, facteurs, commis, et voyageurs ou « coureurs de bois » chargés de traiter avec les Indiens pour obtenir les précieuses fourrures de leurs chasses en échange de la pacotille ordinaire de la traite. Elle eut cependant à subir un jour la concurrence d'une rivale aux mains de l'institution des *Bourgeois de la Compagnie du Nord-Ouest*, organisée à Montréal en 1784 par un groupe d'Ecosseis et de Canadiens français, mais

(26) La chartre de cette Compagnie fut émise à "The Governor and Company of Adventurers of England, trading into Hudson Bay, 1670".

elle finit par l'absorber en 1821 et elle règne depuis lors en souveraine, mais avec un territoire amoindri par suite des concessions de terrains qu'elle a faites au Gouvernement canadien, moyennant compensation financière, cela va sans dire.

Par malheur, l'exploitation du commerce des fourrures portait la Compagnie à tenir dans l'ignorance les Indiens qui constituaient la source primordiale de son approvisionnement; aussi voyait-elle d'un mauvais oeil les efforts des missionnaires, protestants comme catholiques, qui s'efforçaient d'instruire ces pauvres peuplades, non seulement aux lumières de l'Évangile, mais en même temps à celles de la civilisation moderne et ce n'est qu'avec parcimonie et sous des conditions restrictives qu'elle leur permettait de les catéchiser. Les missionnaires se rendaient bien compte que la prédication était insuffisante pour obtenir des résultats permanents et qu'il leur fallait le soutien du livre pour prolonger indéfiniment la valeur de leur enseignement mais, outre le fait que les seules voies de communication avec ces régions éloignées à cette époque se bornaient au voyage en canot d'écorce avec de nombreux portages et qu'il était conséquemment hors de question d'y transporter du lourd matériel d'imprimerie, la despotique compagnie leur interdisait de faire circuler tout autre imprimé que des livres de prières dans l'étendue de son territoire.

La population blanche de cette immense région se réduisait pratiquement au personnel de la Compagnie de la Baie d'Hudson dont les gouverneurs, officiers et commis d'administration étaient presque tous de religion protestante, tandis que les coureurs de bois étaient de croyance catholique, la plupart de ceux-ci étant cependant nomades et d'une conduite peu édifiante pour les indigènes. L'un d'eux, Jean-Baptiste Lajimonière, vint visiter un jour sa famille à Maskinongé après cinq ans de vie aventureuse dans le Nord-Ouest et il y épousa, le 21 avril 1807, Marie-Anne Gaboury, ménagère du curé de l'endroit, avec qui il reprit la route des prairies de l'Ouest. Lorsque lord Selkirk décida la fondation d'un établissement à la

Rivière Rouge, à l'endroit qui était alors connu sous le nom de Fort Douglas (plus tard Fort Garry et aujourd'hui Winnipeg) les époux Lajimonière vinrent s'y fixer et la pauvre femme y vécut jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quinze ans sans avoir revu son village natal.⁽²⁷⁾

En 1818, l'abbé Norbert Provencher fut délégué par l'évêque de Québec, aux fins de fonder avec l'assistance de l'abbé Sévère Dumoulin une mission pour la desserte de cette région; ils s'établirent en face du Fort Douglas, à l'endroit connu sous le nom de « Ruisseau allemand » à raison de l'origine ethnique des soldats-colons de lord Selkirk qui s'y étaient groupés et il mit l'établissement sous le vocable de saint Boniface, patron de la Germanie. Les courageux missionnaires avaient une tâche énorme à remplir au milieu d'une population dispersée sur un immense territoire et plutôt livrée aux pratiques de la débauche et de l'ivrognerie qu'à celles de la religion. L'abbé Provencher, bientôt créé vicaire apostolique, puis évêque, baptisa tous les enfants de moins de six ans qui étaient nés de parents catholiques et, comme Madame Lajimonière était la seule femme de la région qui avait reçu le sacrement de baptême, c'est elle qui fut appelée à tenir tous ces enfants sur les fonts baptismaux, de sorte qu'elle devint la « marraine » de toute une génération de nouveaux chrétiens.

Ayant obtenu le secours de nouvelles recrues sacerdotales, Mgr Provencher fonda le collège de Saint-Boniface en 1823 et chargea l'abbé Georges-Antoine Belcourt d'ouvrir une école pour les enfants des Métis et Sauvages. L'excellent abbé, ayant même entrepris de composer des livres de classe à l'usage de ses élèves, sollicita de la toute-puissante Compagnie de la Baie d'Hudson l'autorisation de faire venir une presse à imprimer pour en faire la diffusion parmi ses élèves, mais une lettre de son évêque, en date du 4 septembre 1834, nous apprend que cette permission lui fut refusée sous le dou-

(27) Voir la monographie *Des Gaboury dans l'histoire*, par Léon Trépanier, publiée dans la *Patrie du Dimanche*, le 29 janvier 1950, et reproduite en brochure.

ble prétexte qu'elle coûterait cinquante louis sterling et que le poids en étant de mille livres, il serait impossible d'en faire le transport en canot avec les nombreux portages requis pour parvenir à destination.

Onze ans plus tard, sous la conduite de six canotiers experts, les Oblats Aubert et Taché partaient de Montréal pour ces missions lointaines, accompagnés de deux religieuses des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général (Soeurs Grises) qui allaient se dévouer au soin des malades et à l'instruction des enfants. Le voyage dura soixante-deux jours en passant par les rivières Ottawa, Mattawa et des Français, les lacs Nipissing, Supérieur et des Bois, et la rivière Winnipeg jusqu'à Saint-Boniface où les religieuses commencèrent leur apostolat tandis que les Oblats poursuivaient leur route jusqu'à l'Île à la Crosse et autres missions du Nord. Devenu évêque auxiliaire puis successeur de Mgr Provencher à Saint-Boniface, Mgr Alexandre-Antonin Taché tenta à son tour, mais sans plus de succès, d'établir une imprimerie dans sa ville épiscopale pour la diffusion de l'instruction dans ces régions lointaines; cet honneur était réservé à l'esprit d'initiative et à la persévérance d'un ministre protestant.

Ce fut en effet le pasteur méthodiste James Evans, établi à Norway House, poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson, situé à l'extrémité nord-est du lac Winnipeg à 300 milles de la ville aujourd'hui connue sous ce dernier nom, qui eut le mérite de trouver une solution à cette difficulté. Isolé dans une tribu de la nation des Cris, il eut l'ingéniosité de composer un alphabet de caractères simples qui pût exprimer le langage de ses néophytes et, mettant à profit l'antique procédé de la xylographie, il en sculpta l'abécédaire au couteau sur des planchettes de bois; pour en obtenir des caractères en métal, il utilisa les feuilles de plomb qui garnissaient l'intérieur des caisses de thé ainsi que les balles qu'il pouvait se procurer; comme il n'avait pas d'encre à imprimer, il délaya de la suie de cheminée pour en fabriquer; le papier lui faisant défaut, il tailla des carrés blancs d'écorce de bouleau pour en tenir lieu;

tous ces préparatifs étant terminés, il se construisit une petite presse à main et c'est ainsi qu'il parvint à imprimer, en 1841, le premier livre indigène en langue crise qui ait paru dans les Territoires du Nord-Ouest canadien. Honneur à ce pionnier !⁽²⁸⁾

Le tenace pasteur Evans finit par obtenir de la Compagnie de la Baie d'Hudson la presse et le matériel d'imprimerie qu'il avait si bien mérité d'acquérir, mais ce fut sous l'expresse condition de s'en servir exclusivement pour les besoins de sa mission. Il mourut en 1846, mais ses successeurs purent continuer l'impression de livres religieux en langue crise à Norway House jusqu'à ce que l'opinion publique finit par avoir raison de l'intransigeance de la puissante compagnie.

Nous retrouvons dans ces parages, à ce moment, une vieille connaissance en la personne du jeune avocat d'origine écossaise Adam Thom, autrefois rédacteur au *Montreal Herald* et fondateur du fameux *Doric Club* organisé pour faire échec aux revendications des Canadiens français et qui conduisit l'assaut contre les *Fils de la Liberté* lors de l'insurrection de 1837. Appelé à remplir auprès de lord Durham la charge de secrétaire, on dit qu'il rédigea une partie importante du fameux *Rapport sur les Affaires du Canada* et c'est à lui qu'on attribue l'assertion que « les Canadiens français sont un peuple sans littérature et sans histoire. » Pendant les sept années de son séjour à Montréal (1832-1839) et même durant l'exercice de ses fonctions auprès du Haut-Commissaire de Sa Majesté, il n'a guère cessé de réclamer leur anéantissement politique et même matériel.⁽²⁹⁾ Nommé juge de paix à la Rivière Rouge par la Compagnie de la Baie

(28) Un fac-similé de ce premier produit de l'imprimerie dans le Nord-Ouest vient d'être publié par la Société Bibliographique du Canada comme No 4 de ses reproductions d'incunables canadiens. L'original de ce précieux document se trouve à la bibliothèque du Collège Victoria à Toronto, qui possède également la presse rudimentaire du Révérend James Evans et les caractères d'imprimerie qu'il a fabriqués avec des doublures de caisses à thé.

(29) Voir à ce sujet l'article de Bernard Dufebvre *La presse anglaise en 1837-1838* dans la *Revue de l'Université Laval* de novembre 1963. L'auteur y fait une comparaison réconfortante entre le forcené Adam Thom et son sympathique compatriote contemporain John Neilson.

d'Hudson en 1839, sa conduite oppressive envers les Métis de langue française fut cause de sa destitution en 1849. Etant alors, et en même temps, secrétaire du Conseil du District d'Assiniboine qui aspirait à devenir Colonie de la Couronne, il tenta d'obtenir de l'autocratique Compagnie l'autorisation de se procurer une presse à imprimer pour usage public, mais il n'eut pas plus de succès que ses devanciers et retourna vivre en Angleterre à partir de 1854.

Ce ne fut qu'en 1859 que deux courageux journalistes d'Ontario, William Buckingham et William Coldwell entreprirent la tâche de se rendre dans l'Ouest canadien par voie de Saint-Paul, Minnesota, avec un matériel complet d'imprimerie chargé sur trois chariots tirés par des boeufs et qu'ils réussirent à atteindre Fort Garry (aujourd'hui Winnipeg) le premier novembre, après trente-trois jours d'un voyage ardu en butte à des dangers de toutes sortes. Ils s'installèrent aussitôt dans une baraque en bois sous les murs du fort et le premier numéro de leur journal, *The Nor' Wester*, parut le 29 décembre 1859 sur du papier qu'il leur avait fallu « déglacer » pour l'impression.

La première liste d'abonnés d'une « gazette » dans cette région presque exclusivement peuplée de Sauvages et de Métis, dont le plus grand nombre étaient ignorants, ne fut pas glorieuse à ses débuts, mais le seul fait de sa crânerie à paraître en dépit de difficultés qui avaient semblé jusque-là insurmontables, leur attira de nombreuses et efficaces sympathies. Même la Compagnie de la Baie d'Hudson, malgré ses objections à la « diffusion du savoir » dans le territoire où elle exerçait sa suprématie, crut devoir souscrire un abonnement pour chacun de ses postes de traite.

Et pourtant . . . les communications par messageries n'existaient pas encore à cette époque, de sorte que le journal prenait des mois à se rendre à destination dans certaines régions éloignées! Le vaillant journal subsistait malgré tout! Bien plus, l'opinion publique, dirigée par l'énergique évêque de Saint-Boniface, Mgr Taché, et par l'évêque anglican de la Terre de Rupert, se montait en sa faveur à l'encontre de l'autocratie administrative jusqu'à ce que Louis Riel,

chef du gouvernement provisoire de l'insurrection des Métis, jugeât lui-même prudent de supprimer, au mois de janvier 1870, cet adversaire irréductible de tout gouvernement constitué. Comme on peut s'en rendre compte, Riel était partisan de la « manière forte » dans la conduite de son insurrection; on en trouvera une autre preuve dans l'incident suivant qui est probablement unique dans les annales de la typographie journalistique.

Le gouvernement provisoire des Métis avait fondé, pour le soutien de sa cause, un journal auquel il avait donné le titre de *The New Nation* dont un Américain, du nom de Robinson, avait pris la direction, tandis qu'un autre journal, loyaliste celui-là, était lancé par Coldwell sous le nom de *The Red River Pioneer*. Or le *Pioneer*, qui avait reçu le patronage du gouvernement canadien, commençait l'impression de son numéro du 7 janvier 1870 par la publication en première page d'une proclamation de l'hon. William McDougall, récemment nommé lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que de divers articles d'allégeance à l'autorité, lorsque Riel fit irruption dans l'atelier à la tête d'un groupe d'hommes déterminés et força les typographes, sous la menace des pistolets et des mousquets, à remplir les autres pages d'articles favorables à la rébellion avec le titre *The New Nation* en tête de la dernière page.

La Confédération canadienne était en effet devenue en vigueur entre les quatre provinces du Haut et du Bas-Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick depuis le 1er juillet 1867; le Manitoba fut appelé à en faire partie comme province détachée des Territoires du Nord-Ouest le 3 mai 1870, le gouvernement fédéral ayant versé à cette fin une somme de £300,000 à titre d'indemnité à la Compagnie de la Baie d'Hudson pour la cession de ses droits plus ou moins douteux sur cette partie du pays.

Mais les tribus indigènes qui habitaient cette région depuis un temps immémorial s'indignèrent de constater qu'on disposait ainsi, sans leur consentement ni compensation, d'un bien qu'elles prétendaient leur appartenir. Il fallut passer des traités avec elles afin de

les satisfaire au prix fastidieux de \$3.00 d'indemnité par année, pour chaque membre de la tribu, outre un costume complet, un drapeau et une médaille d'argent à l'effigie du souverain régnant pour le chef. Il en fut ainsi pour les années qui suivirent jusqu'à la création des provinces de Saskatchewan et d'Alberta en 1905, sous le gouvernement de sir Wilfrid Laurier; mais comme le jeu de la politique avait porté au pouvoir l'administration « libérale » d'Alexander Mackenzie en 1875, l'indemnité des membres de la tribu fut *généreusement* portée à \$5.00 par tête !

Ces nouvelles provinces avaient une largeur moyenne de 400 milles, sauf la Saskatchewan qui en comptait environ 50 de moins, et elles en mesuraient 750 de hauteur, s'étendant depuis le 49° degré de latitude jusqu'au 60°. Elles se couvrirent bientôt de nombreuses villes florissantes qui voulurent posséder chacune son journal régional et bénéficier des autres avantages de l'imprimerie afin de marcher de pair avec leurs rivales dans la voie du progrès.

Après cette amputation, il restait tout de même aux Territoires du Nord-Ouest un domaine qui s'étendait de l'est à l'ouest à partir du Groënland jusqu'au Yukon et du sud au nord depuis le 60° degré de latitude jusqu'au Pôle Arctique, peuplé d'Esquimaux et de nombreuses tribus d'Indiens qui trafiquaient avec les agents de la Compagnie de la Baie d'Hudson et que des missionnaires s'efforçaient de gagner à la foi chrétienne et à la civilisation. Parmi ces apôtres se trouvait un humble prêtre qui a consacré toute sa carrière à l'évangélisation de ces peuples primitifs, parcourant cette région glacée en traîneaux avec des attelages de chiens, risquant mille fois sa vie pour porter secours à ses néophytes et accomplissant jusqu'à l'âge avancé de quatre-vingt-onze ans une oeuvre hérissée de difficultés encore plus grandes que celle du cardinal Lavigerie sur le continent africain. C'était le Père Emile Grouard, Oblat de Marie Immaculée, évêque puis archevêque *in partibus* et vicaire apostolique d'Athabaska-Mackenzie, avec siège principal au lac Athabaska sur la triple

frontière qui séparait les Territoires des provinces de Saskatchewan et d'Alberta, à soixante degrés de latitude nord.

Quarante ans après l'ingénieuse invention du missionnaire méthodiste Evans, le missionnaire catholique Grouard réussissait à transporter au siège de son apostolat, au prix de difficultés indescriptibles et en dépit de l'hostilité constante de la puissante Compagnie autocratique, une presse rudimentaire et un matériel d'imprimerie qui lui permirent d'imprimer, de ses mains épiscopales, de nombreux manuels de prières en diverses langues indiennes à l'usage de ses ouailles au Lac à la Biche, à la Rivière à la Paix, au Grand Lac des Esclaves, et finalement à son vicariat épiscopal d'Athabaska, ainsi que des *Mémoires* et autres livres en langue française.

* * *

Il restait, sur la Côte de l'Océan Pacifique, une région qui faisait également partie de l'immense domaine accordé au prince Rupert pour sa Compagnie de la Baie d'Hudson, mais qui lui était pratiquement inaccessible, du moins par voie de terre, à cause de la formidable barrière des Montagnes-Rocheuses, sauf à contourner cet obstacle par un détour au nord ou au sud à travers des territoires encore peu explorés et peuplés de tribus hostiles. C'était pourtant le beau domaine aujourd'hui connu sous le nom de Colombie-Britannique.

Isolé du reste du pays par cette chaîne de montagnes alors considérées infranchissables, ces côtes avaient cependant été visitées dès le XVI^e siècle par les navigateurs espagnols contemporains de Jacques Cartier et même par le Grec Valerianos, connu sous le nom de Juan de Fuca, appliqué depuis au détroit qui sépare la ville de Victoria de la terre ferme. Plus tard, les Anglais Drake, Cook et Vancouver, le Français La Pérouse, le Danois Behring y abordèrent également, de même que nombre d'autres marins de cette période, mais comme il n'entre pas dans le cadre de cet article de rapporter l'histoire de leurs découvertes successives, bornons-nous à indiquer au lecteur qui voudrait se renseigner plus à fond sur cette question l'ex-

cellent article de Mgr Olivier Maurault publié au treizième *Cahier des Dix* (1948).

Il appartenait à un explorateur d'une hardiesse et d'une endurance admirables, Alexander Mackenzie, un des « bourgeois » de la Compagnie du Nord-Ouest, de dompter l'obstacle des Montagnes-Rocheuses en se rendant à l'Océan Pacifique par voie de terre près d'un siècle avant qu'une compagnie de chemin de fer eût, à son tour, entrepris d'y faire circuler confortablement ses voyageurs.

Dans un premier voyage vers l'Océan Arctique en 1789 Mackenzie avait établi des postes de traite pour sa compagnie dans les régions boréales des lacs Athabaska, des Esclaves et de la Grande Ourse et avait découvert le grand fleuve arctique auquel il avait donné son nom en le descendant jusqu'à la mer polaire; quatre ans plus tard, il s'engageait résolument vers la côte de l'Océan Pacifique qu'il réussit à atteindre le 22 juillet 1793, cinq semaines après le départ du navigateur Vancouver, à l'endroit maintenant connu sous le nom de Bella-Coola et, pour marquer sa découverte, il se contentait de dessiner, sur un roc horizontal de la côte, cette simple inscription : *Alexander Mackensie, from Canada, by land, the twenty second of July, one thousand seven hundred and ninety three*, mais, retourné en Angleterre, il publiait à Londres, en 1801, un volume d'intérêt palpitant intitulé : *Voyages from Montreal through the Continent to the Frozen and Pacific Oceans, in the Years 1789 and 1793*. Ses successeurs David Thompson, Simon Fraser et John Stuart, tous de la même Compagnie du Nord-Ouest, nous ont également laissé des relations extrêmement intéressantes de leurs voyages aventureux.

On sait que les Romains désignaient l'Ecosse sous le nom de *Caledonia* et, les divers explorateurs que nous venons de nommer étant d'origine écossaise, ils avaient donné le nom de *New Caledonia*, en mémoire de leur patrie, aux nouveaux territoires qu'ils venaient de parcourir. Comme toute cette région encore inexplorée faisait alors partie du vaste territoire que la France avait cédé à l'Angleterre par le traité de Paris (1763) ce nom s'étendait à toute la région du

littoral de l'Océan Pacifique. Mais le navigateur américain Robert Gray, ayant remonté un grand fleuve en ces parages sur son navire *Columbia* en 1792, lui donna le nom de son voilier⁽³⁰⁾ et, de ce fait, toute la région continentale prit le nom de *Columbia*. Les Américains venus de l'Est et les Espagnols venus du Sud désignèrent à leur tour sous le nom d'Orégon toute cette région qui semblait s'offrir si facilement à la conquête des découvertes depuis la Californie jusqu'à une limite vaguement définie vers le nord et le tout restait sous la dépendance conjointe et plus ou moins satisfaisante des ressortissants de ces trois pays jusqu'à ce que le traité de Washington établit en 1846 la frontière entre le Canada et les Etats-Unis au 49° degré de latitude sur le continent et au détroit Juan de Fuca dans l'océan. La région continentale de la Nouvelle-Calédonie fut alors désignée sous le nom de Colombie et, pour distinguer cette Colombie de l'Etat qui portait le même nom en Amérique du Sud, la reine Victoria lui donna le qualificatif de « Britannique » en 1868; cette province entra dans la Confédération canadienne avec la ville de Victoria, sur l'île de Vancouver, comme capitale, le 26 juillet 1871.

Le domaine que le roi d'Angleterre avait octroyé à son cousin le prince Rupert pour la fondation de la Compagnie de la Baie d'Hudson s'étendait donc à l'Ouest jusqu'à l'Océan Pacifique, mais ses bornes méridionales n'étaient pas exactement déterminées. Son principal établissement dans cette région était au Fort Vancouver situé sur la rive droite du fleuve que Gray nommait plus tard *Columbia*, dans l'Etat de Washington, à sept milles de la ville actuelle de Portland en Orégon, au confluent de la rivière Willamette avec le fleuve *Colombia*; il ne faut pas confondre ce poste avec l'endroit où se trouve aujourd'hui la ville de Vancouver en Colombie-Britannique, ni avec l'île du même nom.

Tout comme en Nouvelle-France, au Japon, en Chine, et en Afrique, il appartenait à la religion chrétienne d'ouvrir les yeux des abo-

(30) Ce fleuve délimite aujourd'hui la frontière entre les Etats de Washington et d'Orégon dans la République américaine.

rigènes de ces régions aux lumières de la civilisation grâce aux enseignements de l'Evangile. Le 27 avril 1837, les abbés Norbert Blanchet et Modeste Demers partaient en canot, du poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Lachine, pour se rendre en Colombie où ils n'arrivèrent qu'au mois de novembre suivant. L'abbé Norbert Blanchet devint vicaire apostolique d'Orégon en 1843 et fut sacré évêque de Drasa (*in partibus*) en 1845; son frère Magloire devint évêque de Walla-Walla en 1846, alors que l'abbé Demers était sacré évêque de Victoria avec juridiction sur la côte de la Colombie et des îles Charlotte en 1847. Aux fins de développer les bienfaits de l'instruction chez les peuplades ignorantes de leurs diocèses, Mgr Norbert Blanchet fit venir en Orégon les Soeurs de la Providence qui s'établirent à Portland et Mgr Demers obtenait, en 1858, le concours des Soeurs de Sainte-Anne pour inaugurer l'oeuvre des orphelinats et de l'enseignement dans sa ville épiscopale. Ce dernier s'était bien rendu compte, tout comme ses devanciers les missionnaires du Nord-Ouest, que la prédication seule serait insuffisante, avec la modicité du nombre de ses zélateurs, pour obtenir des résultats permanents dans l'évangélisation de ses administrés; aussi avait-il réussi à acquérir, dès 1856, par l'entremise de l'Oeuvre de la Propagation de la Foi, une petite presse à main et des caractères d'imprimerie qui lui étaient venus de France, pour l'aider dans sa propagande éducative et religieuse. Il finit également par trouver un imprimeur et même un rédacteur pour le journal qu'il projetait de fonder à cet effet, en la personne du comte Paul de Garro, exilé de France à la suite du coup d'Etat de Napoléon III et qui avait été attiré dans ces régions par la course à la découverte de l'or en Californie.

Le Courrier de la Nouvelle Calédonie, Journal politique et littéraire, organe des populations françaises dans les possessions anglaises, fut donc lancé en 1858 par l'évêque de Victoria avec le comte de Garro comme rédacteur et fut bientôt suivi de trois autres The Victoria Gazette, The Vancouver Island's Gazette et The British Colonist dont la fondation s'échelonna dans l'espace de quelques mois au cours de la

même année. Les trois premiers disparurent prématurément, le *Courrier* après quelques numéros, la *Victoria Gazette* après un an et la *Vancouver Island's Gazette* après quelques mois, mais le *British Colonist* avait la vie plus dure et, après plusieurs changements de mains et même de politique, il existe encore de nos jours sous le nom raccourci de *Colonist*. Il avait eu pour fondateur un audacieux aventurier du nom de Cosmos qui finit par jouer un rôle important dans l'histoire de son pays et dont l'étonnante carrière mérite d'être rappelée.

Né à Windsor, en Nouvelle-Ecosse, il portait le nom de William-Alexander Smith et s'était épris des doctrines sociales de philanthropie universelle lorsqu'à l'âge de vingt-sept ans, il fut attiré en Californie par la découverte sensationnelle de l'or dans ce pays. Soit que le nom très répandu de *Smith* lui eût causé des ennuis dans la concession des titres de terrains aurifères ou qu'il voulût affirmer ses principes sociaux, il obtint de la Législature de cet Etat l'adoption d'une loi qui l'autorisait à changer ses nom et prénoms en ceux d'*Amor de Cosmos* en expliquant que la réunion de ces trois mots (latin, français et grec) signifiait « Amour de l'Univers. » C'est donc sous ce nom qu'il suivait la nouvelle course à l'or en Colombie et qu'il abordait à Victoria, sur l'île de Vancouver, en 1858 où il fondait *The British Colonist* le 11 décembre de cette année. On dit qu'il en fit l'impression sur la petite presse à bras de Mgr Demers jusqu'à ce qu'il fût en mesure d'acheter une presse à cylindre en 1862.

Son journal entra bientôt sur le sentier de la guerre contre le gouverneur Douglas, qu'il accusait de négliger les intérêts du pays pour favoriser ceux de la Compagnie de la Baie d'Hudson, et contre le gouvernement au pouvoir en réclamant l'octroi gratuit des terres aux colons, le libre échange avec les Etats-Unis, un système d'éducation sans entrave de questions religieuses, un gouvernement responsable et l'union de l'île de Vancouver à la Colombie-Britannique.

Une occasion de faire valoir ses réclamations au siège même de l'Assemblée législative se présenta bientôt. Il posa sa candidature au

mandat de la circonscription d'Esquimalt à l'élection du 14 août 1860 contre le député sortant de charge George T. Gordon et lança contre lui une campagne furieuse de critique administrative et d'invectives personnelles; mais comme il entretenait quelques doutes sur la légalité d'une victoire inscrite au nom ronflant qu'il avait adopté, il fit inscrire son bulletin de présentation sous celui de « William Alexander Smith, connu sous le nom d'Amor de Cosmos » et, la votation se faisant à voix haute à cette époque, il prévint ses partisans de se servir de cette locution pour exprimer leurs votes en sa faveur.

La liste des électeurs qualifiés n'était pas longue, mais la lutte fut serrée, si bien que cinq minutes avant la clôture du bureau de votation chaque candidat avait reçu un nombre égal de voix lorsqu'un partisan de Cosmos arriva tout essoufflé, se fit inscrire et déclara tout simplement dans sa précipitation : « Je vote pour Amor de Cosmos ». Cinq heures sonnaient à ce moment et le président de l'élection annonça la clôture du bureau de votation en disant : « Je constate que dix votes sont inscrits en faveur de George-Tomline Gordon, dix autres en faveur de William-Alexander Smith communément connu sous le nom d'Amor de Cosmos et un en faveur d'Amos de Cosmos; il y a donc égalité de voix en faveur des deux candidats qui sont en tête et, comme c'est mon devoir de voter pour les départager, j'exerce ce privilège en faveur de George-Tomline Gordon ».

Cosmos avait donc perdu son élection pour avoir accaparé trop de noms mais il n'était pas homme à se laisser abattre par cet échec. Défait une seconde fois à la suite d'une manipulation des listes électorales dans le camp de ses adversaires qui détenaient le pouvoir, il réussissait en 1863, grâce à sa ténacité, à son journal, à son audace et à sa facilité de parole, à se faire élire député de Victoria à la Législature de l'île de Vancouver pour le terme de 1863 à 1868 en s'affirmant, à l'exemple de ses devanciers en journalisme et politique Joseph Howe à Halifax et John Neilson à Québec, chef des revendications d'un gouvernement responsable dans son pays. C'est au cours de son mandat à la Législature et plus précisément les 23 et 24 avril 1866 que se pro-

duisait l'incident qui lui a valu une renommée admirative plus ou moins justifiée, pour endurance oratoire, mais qui n'est guère honorable pour un champion de la philanthropie sociale.

C'était au moment de la dépression qui suit inévitablement les spéculations outrancières sur les valeurs immobilières. La course à l'or en Colombie avait attiré des légions de mineurs et d'aventuriers de tous acabits à Victoria, capitale du pays, et nombre de spéculateurs s'étaient assuré la possession de terrains urbains, même de fermes sur l'île de Vancouver, dont ils étaient devenus incapables de supporter les charges, de sorte qu'ils avaient été vendus par le shérif pour arrérages de taxes, sous la réserve légale du droit de rachat par le propriétaire sous le délai d'un an en remboursant le prix de vente et les intérêts.

Or Cosmos et un de ses confrères en journalisme du nom de Leonard MacLure, également député à la Législature de l'Etat, avaient profité de la crise dont plusieurs de leurs concitoyens étaient victimes pour acheter ainsi à vil prix un nombre considérable d'immeubles avec lesquels ils espéraient réaliser une fortune au retour de jours plus sereins. Le délai de grâce pour l'exercice du droit de rachat en faveur des propriétaires évincés expirait le 24 avril à midi précis sans que la plupart d'entre eux fussent plus en mesure de s'acquitter qu'ils ne l'étaient un an auparavant; aussi présentèrent-ils au gouvernement une requête revêtue de signatures innombrables demandant l'adoption d'une loi d'exception qui prolongerait ce délai d'une autre année. Comme il arrive souvent qu'en matières de ce genre il y a toujours d'autres questions qui ont préséance, la Législature en était rendue au 23 avril lorsqu'elle reçut avis que le gouverneur se tiendrait à sa disposition à deux heures de l'après-midi pour sanctionner cette mesure que le gouvernement au pouvoir avait convenu de faire adopter avec la majorité dont il disposait, afin de donner aux pauvres évincés l'espoir d'un sursis pour la protection de leurs placements.

Dans de telles circonstances, il ne restait pas d'autre alternative aux conjurés Cosmos et MacLure que de retarder l'adoption de cette

mesure jusqu'à l'expiration du délai fatal et c'est ce qu'ils firent en reniant pour l'instant leurs principes de fraternité universelle qui entraient cette fois en conflit avec leurs intérêts personnels. Ayant réclamé le droit de parole, MacLure se leva tout d'abord et souleva des points d'ordre qui furent promptement écartés par le président de l'assemblée. Il se lança alors dans un discours interminable, appuyé sur des citations de textes de lois, de journaux, de passages de la Bible, etc., etc., pertinentes ou non à la question et prenant avantage des appels à l'ordre pour se reposer quelque peu tandis que son compère discutait à son tour sur ces questions incidentes. Les députés virent bientôt qu'il leur fallait se résigner à subir cette faconde et que la séance durerait toute la nuit; aussi se firent-ils apporter des lits de sangle où ils sommeillaient à tour de rôle afin d'être prêts à voter lorsque cette avalanche de paroles viendrait à cesser. De son côté, Cosmos alimentait la documentation de son allié en déposant sur son pupitre des masses de journaux, manuels de procédure et livres de toutes sortes, sans oublier la restauration physique de l'orateur en allant chercher pour lui, au restaurant de l'édifice parlementaire, de nombreuses coupes de ces « toniques » vigoureux que nos amis anglosaxons désignent euphémiquement sous le nom de *egg-noggs*.

Bref, le chant du coq avait annoncé depuis longtemps le lever du jour lorsque MacLure s'affaissa d'épuisement sur son siège en marmonnant des mots incompréhensibles; il était six heures du matin et il parlait sans arrêt depuis deux heures de l'après-midi, soit seize heures d'efforts oratoires. La députation crut pouvoir enfin se détendre et procéder au vote, mais déjà Cosmos était debout en se prévalant de son privilège d'inscription au feuillet des orateurs qui avaient réclamé le droit de parole sur cette question et il continuait l'homélie de son copain épuisé.

Lorsque les douze coups de midi résonnèrent solennellement à l'horloge parlementaire, Cosmos clama sa victoire dans une dernière phrase de défi et s'affaissa à son tour. La rumeur du « prodigieux exploit d'avoir empêché l'adoption d'une loi inique par un discours

de *vingt-deux heures consécutives* » commença bientôt à se répandre et la gloriole en fut attribuée à Cosmos seul, sans rendre justice à son partenaire qui avait pourtant supporté la plus lourde partie du fardeau. Cette légende s'est accréditée de plus en plus au cours des années sans que celui qui en profitait ait jamais rien fait pour rétablir l'exactitude des faits. Six mois plus tard, le pauvre MacLure mourait à San-Francisco d'une crise d'urémie attribuable sans doute à sa résistance aux injonctions de la nature pendant les seize heures de son argumentation.

De Cosmos continua ses activités politiques en travaillant à la réunion de l'île de Vancouver au territoire de la Colombie, devint membre du Conseil Régional de cette province de 1866 à 1871, réussit à en obtenir l'entrée dans la Confédération Canadienne le 20 juillet 1871, en fut élu député à la Chambre des Communes du Canada à la première élection fédérale de 1871 tout en conservant son mandat de député à la Législature de sa province dont il devint Premier Ministre et Président du Conseil de 1872 à 1874. La dualité des mandats politiques ayant alors été abolie, De Cosmos opta pour celui de la Chambre des Communes du Canada et abandonna ceux de député et de premier ministre provincial. Il siégea à Ottawa jusqu'en 1882 et son dernier discours en Chambre fut prononcé en faveur de la souveraineté loyaliste du Canada, vision prophétique qui devait cependant se réaliser plus tard. Défait aux élections suivantes, il rentra dans la vie privée à Victoria où il décédait le 4 juillet 1897. Demeuré célibataire, on le voyait déambuler dans les rues de sa ville solennellement funèbre dans une redingote noire, coiffé d'un haut de forme idem et porteur d'une barbe abondamment fournie qu'on disait avoir été rouge lorsqu'il habitait à San-Francisco mais qui était devenue d'un noir de jais à Victoria . . . probablement avec la complicité du teinturier.

Fermons cette longue parenthèse sur un homme dont la personnalité nous a paru particulièrement intéressante, à cause de son originalité personnelle, que nos amis de langue anglaise qualifient pittores-

quement de *spectacular*, de ses opinions avancées dont un bon nombre sont communément acceptées de nos jours, ainsi que du fait qu'il est un des quatre pionniers de l'art typographique en Colombie-Anglaise et du rôle important qu'il a joué dans la politique de son pays d'adoption.

Le fort Victoria, établi en 1843 par sir James Douglas pour le compte de la Compagnie de la Baie d'Hudson à l'extrémité sud-est de l'île de Vancouver, devint en 1846 le poste principal de la puissante compagnie à l'ouest des Montagnes-Rocheuses.⁽³¹⁾ Originaire de la Guyane anglaise, Douglas était entré au service de la Compagnie du Nord-Ouest en 1820, puis à celle de la Baie d'Hudson l'année suivante lors de la fusion de ces deux compagnies. Nommé gouverneur de l'île de Vancouver en 1851, tout en conservant sa fonction de « facteur » de la toute-puissante compagnie, il administrait les affaires de son pays avec justice et fermeté en exerçant des pouvoirs quasi despotiques au milieu d'une population qui ne se préoccupait guère des relations de « droit » et de « devoir » entre dirigeants et administrés. En 1858, la « course à l'or » qui s'était déjà ralentie en Californie, se lançait à fond de train vers les concessions de terrains aurifères récemment découvertes en Colombie et l'on a vu plus haut qu'Amor de Cosmos arrivait à Victoria cette même année, qu'il y fondait son *British Colonist* et qu'il prenait aussitôt le gouverneur Douglas comme cible de sa campagne anticapitaliste... sauf à prêcher un évangile hétérodoxe à la Législature de Vancouver lorsque ses intérêts personnels étaient en jeu huit ans plus tard.

Dès cette même année (1858) sir James Douglas fut nommé gouverneur de la Colombie (région continentale) tout en restant gou-

(31) Il s'élevait sur la rue qui porte aujourd'hui le nom de *Government* dans la capitale de la Colombie et les derniers vestiges en ont été démolis en 1862. C'est là que la première Assemblée législative de l'île de Vancouver se réunit en 1849. Une plaque commémorative en a été dévoilée sur l'édifice Pemberton-Holmes ainsi qu'une autre sur l'édifice du gouvernement en mémoire de Richard Blanchard, premier gouverneur de l'île, par le très honorable Louis Saint-Laurent, premier ministre du Canada, en 1952. D'où vient donc cette manie de démolition des endroits historiques qui s'est emparée de notre génération, sous prétexte de progrès ? Les citoyens de Winnipeg ont fait preuve de meilleure compréhension de leur histoire en conservant dans leur ville la porte monumentale d'entrée de l'ancien fort Garry qui a donné naissance à leur ville.

verneur de l'île de Vancouver, mais il abandonna sa fonction de principal facteur de la Compagnie de la Baie d'Hudson afin d'être moins soupçonné de partialité envers elle, tout en lui gardant sa sympathie personnelle. La capitale de ce nouveau gouvernement fut établie à Queensborough, petit bourg situé sur la rivière Fraser à quinze milles de son embouchure, qui devint la ville de New-Westminster mais perdit son titre de capitale au moment de la réunion des deux gouvernements le 17 novembre 1866 alors que le siège du gouvernement unifié de Colombie fut établi à Victoria.

C'est Leonard MacLure, dont nous avons relaté plus haut l'association avec Amor de Cosmos, qui se chargea de doter la nouvelle capitale de la Colombie (New-Westminster) d'un journal en fondant à Victoria *The New Westminster Times* destiné aux lecteurs de la terre ferme, mais qui fut bientôt remplacé par *The British Columbia*, fondé à New-Westminster même en 1861 par John Robson, un autre journaliste destiné à devenir premier ministre de sa province, tant il est vrai que cette profession peut mener loin . . . si l'on y joint la politique active!

Mais, nous dira-t-on, que faisait au milieu de tous ces événements la ville importante de Vancouver, aujourd'hui centre intellectuel, commercial et industriel de la Colombie-Britannique? Hélas, elle n'était pas encore née! Il y avait en 1862, au fond du golfe Georgia, sur la côte de l'Océan Pacifique, un petit bourg qui portait le sobriquet de *Gastown* parce qu'un ancien matelot du nom de John Deighton, surnommé *Gassy Jack* à cause de ses hâbleries à jets répétés, y avait établi une taverne autour de laquelle s'étaient groupées des huttes de mineurs, de marins et de pêcheurs. Ce nom fut plus tard changé en celui de Granville en l'honneur du Secrétaire des Colonies et ce fut cet endroit que la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien choisit pour en faire le terminus occidental de sa voie ferrée qui reliait l'Atlantique au Pacifique. Lorsque sir Donald Smith, président de cette compagnie et plus tard élevé à la pairie sous le nom de lord Strathcona and Mount-Royal, enfonçait la dernière fiche de cette route

transcontinentale à Craigellachie, le 7 novembre 1885, on peut dire qu'il signait en cela l'acte de naissance de la ville de Vancouver aujourd'hui métropole de la Colombie-Britannique.

Revenons à nos chercheurs d'or de 1858 et nous trouverons une de nos vieilles connaissances en la personne du noble comte Paul de Garro, ancien rédacteur du journal éphémère de Mgr Demers, qui nous offre une brochure de 46 pages intitulée *The Fraser Mines Vindicated or the history of four months by Alfred Waddington. Price, fifty cents*; avec l'apostille : *Victoria, printed by P. de Garro, Wharf Street, 1858*. L'auteur y annonce, dans sa préface, que c'est le premier livre imprimé sur l'île de Vancouver, mais il fut dépassé de quelques jours dans cette course à la production d'« incunables » par un in-4to de 86 pages préparé par le juge en chef Cameron sous le titre de *Rules of practice of the Supreme Court of Civil Justice, Vancouver's Islands*; Waddington eut cependant la loyauté de le reconnaître dans une note insérée à la fin de son livre au moment de sa parution. ⁽³²⁾

Le fait que ce petit livre fut publié par le comte de Garro la même année, dans la même ville, et par le même éditeur que le *Courrier de la Nouvelle Calédonie* nous porte à croire qu'il fut imprimé sur la petite presse à main de Mgr Demers, car ce ne fut qu'au mois de décembre de cette même année qu'Amor de Cosmos en fit l'acquisition pour la fondation de son *British Colonist*. Suivons maintenant les avatars de cette fidèle propagandiste des événements du jour dans cette région nouvellement ouverte à la civilisation sur les côtes de l'Océan Pacifique.

Après avoir été utilisée par Cosmos jusqu'en 1862, époque à laquelle cet entreprenant citoyen fit l'acquisition d'un outil plus perfectionné, on croit qu'elle servit à l'impression du journal de New-Westminster alors devenue capitale de la Colombie proprement dite. En 1865, la fièvre de l'or semble s'être emparée d'elle à son tour et nous la retrouvons dans la région minière de Caribou aux mains de l'im-

(32) Un *Directory* de la Colombie-Britannique fut même publié dès l'année 1863.

primeur-impresario Wallace pour la fondation de son *Caribou Sentinel* destiné principalement aux prospecteurs de la région. Cette gazette hebdomadaire jouit d'une distinction unique dans le monde journalistique en ce que le prix de son abonnement était au chiffre de \$52.00 par année, soit un dollar par numéro! Vendu l'année suivante à C.-W. Allan, celui-ci s'empressait de réduire le coût d'abonnement de moitié et réussissait à maintenir sa publication jusqu'en 1872.⁽³³⁾ Il est vrai que l'or circulait à pleines mains dans la Colombie-Britannique à cette époque, les mineurs n'ayant qu'à laver les sables de la rivière Fraser ou à creuser le sol des montagnes de Caribou pour en recueillir les pépites!

La renommée des mines de Caribou s'étant évanouie aussi rapidement qu'elle était venue, nous retrouvons la vaillante petite presse Demers-Cosmos-Wallace à Emory, dans la région inférieure du fleuve Fraser, où le journaliste Hagan lance la publication du *Island Sentinel* en 1880. Ce journal étant passé aux mains de l'imprimeur Wade, la petite presse suit docilement son nouveau maître à Kamloops où elle termine sa carrière en 1912 dans le décor d'un paysage merveilleux et Wade fait cadeau de cette précieuse relique à la communauté des Révérendes Soeurs de Sainte-Anne dans cette localité. Elle est ensuite transportée à la maison-mère de cette institution à Victoria, théâtre de ses premières activités, où elle est conservée avec le même soin jaloux que la non moins vénérable presse du Révérend James Evans au Collège Victoria de Toronto.

A handwritten signature in dark ink, reading "Victor Morin". The signature is written in a cursive style with a long, sweeping underline that extends to the right.

(33) Cf. Fauteux, loc. cit. p. 158.